

VENDREDI 18 MARS 1949

REDACTION-ADMINISTRATION
Robert JOULIN, 145, Quai de Valmy,
Paris-10^e
C.C.P. 5561-76FRANCE-COLONIES
1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.
AUTRES PAYS
1 AN : 650 FR. — 6 MOIS : 325 FR.
Pour changement d'adresse, joindre 20 francs
et la dernière bande.

Le numéro : 10 francs

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

VIVE LA COMMUNE de Paris !

Il y a 78 ans, le peuple de Paris, représenté par son Comité Central, engageait le combat contre des forces qui, aujourd'hui encore, restent les obstacles à franchir pour que renaissent les valeurs écrasées au cours de la semaine sanglante.

Les socialistes, épargnés en chapelles, mettaient encore leur confiance en des politiciens de gauche, bavards et indécis. L'« Internationale » s'attachait à calmer les esprits. La « Cordie », lieu de jonction des Chambres Syndicales, regardait, avec l'inquiétude d'un propriétaire en voie d'expropriation, monter l'influence du Comité Central des gardes nationaux.

Blanquistes, syndicalistes, prolétariens, socialistes démodés, Jacobins se répandaient en délégations, en discours, agitations brouillonnées, stériles, démoralisantes.

La Garde nationale, représentation du Paris de la résistance au complot monarchiste, se préparait.

Thiers attaquait.

Thiers, l'homme de la réaction classique, du militarisme, du capitalisme libéral alors à son apogée, du cléricalisme; Thiers, l'animateur du complot monarchiste, voulut arracher au peuple les canons qui symbolisaient la résistance des sections. Et ce fut le 18 mars...

Devant les carences politiciennes, les faubourgs grondèrent et jetèrent dans la première grande bataille de libération socialiste de l'Histoire, 100 000 combattants qui balayèrent toutes les puissances d'oppression et installèrent dans un Paris assiégié, mais enfin libre, une forme d'organisation dont le nom allait faire le tour du monde ouvrier et être la prestigieuse enseigne de tous les mouvements révolutionnaires qui lui succéderont : LA COMMUNE DE PARIS !

La Commune de Paris nous est chère par toutes ses phases : organisation, justice, défense, mais il en est une qui nous paraît particulièrement riche d'enseignements et susceptible de nous servir aujourd'hui d'exemple.

Comme en 1871, nous vivons une période de réaction intense, de difficultés croissantes. Comme en 1871, nous voyons la liberté menacée, le prolétariat berné par les partis de gauche. Comme en 1871, nous subissons la répression d'un gouvernement faible pour toute autre activité que la lutte contre les travailleurs et préparant la venue au pouvoir du « grand sabre » régulateur des sociétés capitalistes.

Comme en 1871, nous constatons l'impuissance des syndicats sans virilité, engagés dans d'interminables palabres ayant pour but d'« aménager » (?) le système capitaliste.

Comme en 1871, la solution ne peut venir que du Peuple; l'initiative ne peut venir que de groupements ayant échappé à la maladie politique.

Le 18 mars 1871 n'est pas seulement la victoire du Peuple de Paris sur M. Thiers, c'est également la victoire de ce Peuple contre lui-même, ses idoles relâchées, ses partis enlisés dans le marécage parlementaire, ses syndicats réformistes, mutualistes, son internationale doctrinaire, sectaire, éberlué de voir le « tout-petit » du fait historique se permettre de ne pas être au rendez-vous que lui ont fixé les « théoriciens ».

Cette victoire d'un peuple sur ses mauvaises habitudes, autant que sur ses adversaires, est un des faits les plus importants de cette période.

C'est le sentiment que, seule, une victoire pareille pourrait aujourd'hui débarrasser les travailleurs et de leurs ennemis et de leurs faux amis, qui nous a fait choisir pour commémorer la Commune de Paris une date qui reste celle de la prise de conscience du prolétariat mondial.



Vers la destruction des produits alimentaires

Brûlant ce qu'hier ils avaient adoré, journalistes et gouvernements, économistes et financiers retournent aujourd'hui leurs armes contre la baisse qu'ils ne cessent d'implorer pendant des années! Bien entendu, on y met les formes : ce n'est pas une baisse brutale, profonde et soudaine que nous voulons! L'excès en tout est un mal. C'est un mouvement lent, progressif, que nous avons demandé! Et on nous tient un écoulement! Nous ne sommes plus d'accord.

Voilà à peu près ce que disent tous ceux qui ont pour tâche de nous faire prendre des vessies pour des lanternes, c'est-à-dire le capitalisme pour un système lumineux et qui ne demande qu'à être le phare du progrès, pour peu que la « confiance », l'ordre, et la « stabilité » budgétaire soient assurés!

Et nous assistons à ce spectacle hilarant : ceux qui dénoncent le dirigisme comme le pire des maux, la C.G.A., par exemple, déclarent aujourd'hui à grands cris l'intervention gouvernementale, des décrets, des lois, des contrôles, l'organisation des exportations. Bref, ils sont prêts à accepter toutes les contraintes susceptibles d'arrêter la chute des prix, siége redoutable entre tous.

(Suite page 2, col. 3.)

Le plus comique, ou le plus tragique, comme on voudra, de cette affaire, est de constater que la baisse détruit le capitalisme beaucoup plus sûrement que la hausse. Car si l'on peut freiner cette hausse dans une certaine mesure et par divers moyens afin d'en limiter les effets au maintien des bénéfices et dividendes, il est malaisé de stopper la baisse qui, une fois déclenchée, se propage avec la vitesse d'une épidémie dont chaque consommateur véhicule le virus : « Demain, ce sera meilleur marché ». Et l'infection gagne de proche en proche, atteignant même des secteurs où la production est encore insuffisante.

Ce sont toujours les produits agricoles qui ouvrent la voie des catastrophes.

Jusqu'aux environs d'août 48, leurs prix menaient la danse dans le cycle de la hausse, car ils étaient en avance,

largement, sur ceux des produits industriels. Paysans gros et petits intensifiaient leurs cultures. Ils réclamaient à grands cris des engrangements, des machines,

un vent de modernisme secouait l'archaïsme, les gouvernements faisaient chorégraphie et avec eux toute la presse. Production! Production! Les bénéfices étaient larges, l'aisance et même la richesse récompensaient les efforts. Tout le monde

récompensait les efforts. Tout le monde

Gifle à Jouhaux

La presse s'est faite l'écho des incidents qui ont suivi la participation de Léon Jouhaux à la Conférence des « fédéralistes » churchilliens à Bruxelles.

Le « Populaire » du 1^{er} mars précisait que Jouhaux était allé à ladite conférence à titre individuel et notaient l'opposition de Le Bourre.

« France-soir » a insisté dans un court article sur l'opposition de la minorité F.O.

Où s'est-il donc passé ?

A cette conférence politique (ce n'est pas la présence de syndicalistes belges, à titre auditif, qui pouvait y changer quelque chose) la conclusion finale ne pouvait être que politique. On comprend que les responsables — pourtant timides — de F.O.S.E. (Forces Ouvrières Syndicalistes Européennes, fondées à la suite du Congrès « fédéraliste » de La Haye) aient recommandé la prudence. La motion du Bureau de F.O.S.E., en termes clairs, attirait l'attention du Président Léon Jouhaux.. en lui déconseillant de couvrir de sa haute autorité cette manifestation.

Jouhaux s'en fut à la Conférence... à titre individuel, sous réserve de l'accord de sa centrale.

C'est alors que le scénario devint palpable :

Le Bourre et ses amis (nous ne sommes guère tendres à leur égard, ici) ont réussi une des plus belles opérations de leur vie de militants.

En signe de protestation contre le geste de Jouhaux, d'une part Le Bourre démissionna du Secrétariat général de F.O.S.E. et il défend devant la Commission exécutive de F.O. la thèse de la minorité : un Congrès est nécessaire, car la C.E. ne peut d'elle-même autoriser Jouhaux parti à Bruxelles, rappelle-le, sous réserve de l'acceptation de sa centrale.

Or, au bureau de F.O.S.E., depuis peu, se sont agrégés des délégués du bureau confédéral F.O. : Laffont, Bouzanquet, Richard. Et c'est ce bureau élargi qui s'est, unanimement, solidarisé avec Le Bourre en lui demandant de rester à son poste et a ainsi désavoué nettement Jouhaux.

D'autre part, la Commission exécutive de F.O., vu l'absence de Jouhaux — à Genève — a prévu une séance sur ce sujet, en présence du « général ». Bouzanquet et Laffont auront l'honnêteté et le courage — il est permis d'en douter — de maintenir à F.O. la position prise à F.O.S.E. ?

Quoi qu'il en soit, Jouhaux, dont l'ambition sénile est de devenir président du Conseil Economique Européen, voit se dresser devant lui une opposition résolue.

Les gîtes retentissants qu'il vient d'encaisser, ces atteintes au prestige du « Président » sont peut-être les signes avant-coureurs d'une décrépitude accélérée.

On trouvera les anarchistes toujours près à dégonfler l'ignoble bonhomme, la flaque crapule dont le pessimisme affecté lui permet d'endiguer, de dévier, de pourrir, à chaque instant, la combattivité de la classe ouvrière de France.

INTERIM.

DANS LES MINES

Les économies meurtrières de l'ÉTAT-PATRON

Depuis la fin des grèves d'octobre et novembre 1947, 42 mineurs ont été tués dans le bassin du Nord et du Pas-de-Calais, plusieurs centaines blessés gravement et nombreux sont ceux qui resteront estropiés pour la vie.

La dramatique augmentation du nombre des accidents, qui, journallement, mettent en danger la vie des mineurs a plusieurs causes.

D'abord les méthodes de travail. Par mesure d'économie de main-d'œuvre, les Allemands avaient introduit dans les systèmes de « longue-taille » et de « fourdroyage », systèmes dangereux, surtout en ce qui concerne le second. Il aurait fallu les prohiber. Mais, bien au contraire, ils furent maintenus et tendent à se généraliser dans tout le bassin où ils remplacent le « remblaiement », méthode de travail offrant davantage de sécurité.

Les responsables initiaires de cet état de choses sont les dirigeants staliniens qui placés dès la Libération à la direction des Houillères, déclenchèrent une politique de production forcée et ne s'élèveront jamais contre les dangereuses méthodes de travail organisées par les Allemands. Si bien que Lacoste, lorsqu'il remplaça Auguste Lecœur à la gestion des Houillères nationales, revisa le prix des factures en se basant sur les normes de production réalisées pendant la gestion stalinienne.

D'autre part, on constate fréquemment que les bois de soutènement sont de mauvaise qualité ; économie à tout prix et même au prix de la vie des mineurs !

Un ouvrier mineur : LAUREYNS.

La lutte pour la liberté dans le Livre

L'enjeu du combat engagé est de taille. Il ne s'agit rien moins que de détacher la vieille Fédération du Livre.

jamais douée de la C.G.T., chlorofosfée par la stalinisation. Il s'agit de ne pas être obligés les uns et les autres de se plier à la discipline bureaucratique sans discussion préalable. Du moins supporter collectivement les effets d'actions politiques individuels. En un mot, de redevenir ce que longtemps les camarades du Livre furent : des syndicalistes raisonnant en syndicalistes.

Nous voudrions aujourd'hui rassurer un certain nombre de camarades que le mot AUTONOMIE effraie parce qu'ils

croient voir se profiler derrière ce mot les initiales F.O.

Les camarades du Livre représentent au Cartel national d'unité d'action syndicaliste savent bien que F.O. n'y est pas plus en dehors de sa sainteté que la C.G.T.-Komintern. Ils n'oublient pas que, à leur tour, de la lire — que la C.G.T.-F.O. n'est qu'une organisation de collaboration de classes forcée, une filiale de la S.F.I.O. et une agence publique des banquiers de Wall Street. Ils n'oublient pas non plus que le grand prétre de F.O., Léon Jouhaux, est le triste n° 1 du mouvement ouvrier ; qu'il n'y a aucune possibilité, pour des syndicalistes conséquents, de suivre les directives de ce maître politicien rétro et intelligent — qui profita en 1914 de ses relations pour devenir le ministre officiel du travail dans tous les ministères d'Union sacrée d'alors. Ils n'oublient pas que Jouhaux ne fit rien pour coordonner les grèves spontanées qui éclatèrent lors de la déclaration de la première guerre mondiale alors que les Congrès lui avaient tracé la ligne de conduite à tenir en une aussi critique situation. Ils n'oublient pas que Jouhaux, traitre à sa classe, traitre à sa mission, fut de 1920 à 1939 le frein à toute émancipation sociale, que ce soit en 1936, 1938. Que Jouhaux encore fut patriote acharné — avec la peau des autres — en 1939 comme en 1941 et qu'après une « villégiature » en Allemagne il aida son « ami » Frachon à faire de la Libération nationale la non-libération prolétarienne. Ils n'oublient pas non plus l'action des seconds de Jouhaux, des membres de la « chapelle » coiffant la F.O. depuis leurs premières dans le syndicalisme. Avec l'exception qui représente Jouhaux, on a l'impression que Lafond a voulu plaisir.

Au spectacle du dégonflement des P.T.T.

E.O. (partisans de l'arbitrage obligatoire), de la chienlit régnante chez les fonctionnaires E.O. (redressement de division échoté), de la jauisse des mineurs E.O. lors de la dernière grève, de l'inconsistance des métallurgistes et des hospitaliers E.O., les travailleurs du Livre répondront « Non » à F.O. comme ils diront « Non » à la C.G.T.

Pour sauvegarder l'unité, pour se dégager des parts syndicales, pour revolter le syndicalisme, pour lutter effectivement contre la dictature, d'où qu'elle vienne, camarades du Livre, VOTEZ AUTONOMIE !

J. BOUCHER.

LES DOUANIERS INNOVENT EN RETOURNANT AUX SOURCES

« L'obstructionnisme est un procédé de sabotage qui consiste à appliquer avec un soin méticuleux les règlements, à faire la besogne dont chacun a charge, avec une sage lenteur et un soin exagéré ».

Cette forme de grève préconisée par le grand pionnier du syndicalisme Pouget a été mise à exécution par les douaniers, ces jours derniers.

Déjà à l'époque de Pouget, les règlements, les circulaires qui chevauchaient les uns sur les autres lorsqu'ils étaient appliqués avec une stricte et rigoureuse application appartaient un désarroi, un gâchis, une obstruction dans les services en grève et cette obstruction fut souvent l'artillerie du succès des revendications demandées.

Or de nos jours où la profusion de textes de lois, de décrets, hétéroclites ne fait que s'accentuer, il semble que cette forme de grève « passive » peut être employée dans certaines corporations où la grève gestionnaire semble difficilement applicable dans les conditions présentes.

C'est ce qu'ont fait les douaniers mécontents qu'on leur ait refusé l'indemnité de risque qui leur avait été promise et au moins la parité d'indices avec la police.

Appliquant le respect du règlement jusqu'à l'absurde, signifiant leur travail et l'accomplissant avec un soin scrupuleux, ils ont su mettre 5 heures pour effectuer certaines tâches alors qu'il faut habituellement 10 minutes ; mettant 2 heures pour examiner minutieusement dans le détail chaque valise de voyageur, fouillant consciencieusement chaque véhicule, retournant les coussins, vidant les tombereaux pour les vérifier de fond en comble, exerçant le contrôle de l'argent à un centime près, et tout cela en conformité avec tous les fatras des circulaires d'application, accomplissant strictement, rigoureusement le règlement et rien de plus, ils ont en perdre de temps par leur action revendicative obtenu un protocole d'accord leur donnant satisfaction.

Cette tactique de lutte ouvrière qui fut appliquée dès 1895 avec réussite n'est pas une antithèse à l'action directe. Cette résistance passive peut en maintenir des circonstances obtenir « droit de cité ». Les douaniers en revendant à une forme d'action autrefois préconisée par Pouget ont attiré l'attention des travailleurs sur une forme de lutte trop oubliée et qui peut être très efficace. Espérons que cet exemple, bien que donné par une corporation peu intéressante — les gabellots étant cousins germains des flics — portera ses fruits, surtout chez les fonctionnaires.

Il nous faut réagir vigoureusement contre une telle exploitation. Il faut d'abord supprimer le travail à la tâche, exiger un salaire normal, mettre au travail les portières et autres gardes-chiourmes parasitaires. Et si la main-d'œuvre s'avère insuffisante, que l'on demande un peu aux flics, C.R.S., gendarmeries et Cie, de retrouver leurs manches ! Et qu'ils descendent un peu au fond, eux aussi, et que les ministres, députés, officiers, généraux, tous leurs professeurs de vertu, donnent l'exemple !

En attendant, camarades, il nous faut lutter contre l'Etat-patron, le pire de tous ; il nous faut lutter pour que la mine soit aux mineurs, c'est-à-dire à la collectivité tout entière.

Un ouvrier mineur : SUZY.

Raymond BEAULATON.

A LA S.N.C.F.

Les espions staliniens à Austerlitz

Les espions du P.C. sont en action à Austerlitz. Ces messieurs se lancent tête baissée dans les diffamations du très honorable Broquin.

Jouant à merveille le rôle de filc, Lebeau et Favre, du Bureau de Renseignement, se livrent à une « enquête » sur le compte de notre camarade Robert. Ces énergumènes se font fort de prouver, à la face du monde, que Robert est un traître, un vendu, un filc, un Américain, et tout ce qu'on voudra.

Des pauvres types, en somme, le Lebeau et le Favre ; ils ne sont que de petits espions du N.K.V.D., qui croient avoir de l'importance.

Qu'ils prennent garde, cependant, les gens de leur temps finissent toujours par tomber sur un os.

L'Orphelinat national de M. Tourneau peut, si leur petit jeu continue, être de quelque utilité pour eux. Qu'ils y pensent.

Raymond BEAULATON.

quel vend la mèche et dévoile les buts réels de la campagne d'unité d'action.

D'abord il condamne :

« La fausse compréhension de l'unité d'action qui détermine une involontaire installation dans la scission. »

L'unité organique au sein de notre C.G.T. est pour nous le but que nous devons atteindre.

Tous les journaux syndical-communistes parlent de « paix » ! Dans le Travailleur de l'Etat voici ce que cela donne :

La classe ouvrière ne peut être neutre devant le danger de guerre. Elle est pour la paix, qui est traditionnellement une des raisons d'être de notre mouvement syndical au sein duquel luttent des millions de travailleurs, sous le drapeau de la P.S.M.

Leur paix sent furieusement le « caillar », je leur conseille de s'inspirer de ce passage de l'editorial du Monde Ouvrier signé de Jacques Cru :

Une véritable paix internationale est incompatible avec le régime d'injustice et de servitude imposé par la minorité, que celle-ci soit composée de capitalistes, de bureaucrates d'un Etat totalitaire ou de fonctionnaires d'un parti.

Mais aussi, nous voulons la justice parce que nous voulons la paix. C'est pourquoi nous traversons l'anéantissement d'un régime où la classe ouvrière gère elle-même notamment ses moyens de production et d'économie.

Mais aussi, nous voulons la paix parce que nous voulons la justice. Le régime que les travailleurs instaureront ne sera pas apporté dans les flancs d'un bombardier, ni réalisé à coups de bombes atomiques. Bien au contraire, les forces accaparées ou détruites par la violence seraient autant de forces soustraites à la révolution.

C'est pourquoi nous sommes contre toutes les guerres. Aussi bien contre une guerre qui, sous l'étiquette progressiste et anticapitaliste, serait dirigée contre le peuple américain, que contre une guerre qui, au nom de la civilisation et de l'anti-communisme, serait dirigée contre le peuple russe.

Notre pacifisme n'est pas un pacifisme sentimental et bêant, mais une lutte permanente pour la transformation radicale des structures du monde et l'épanouissement total de l'homme.

On ne saurait mieux dire. Il est par contre regrettable que ces militants qui sont si près de nous, sur les problèmes de la paix tout au moins, n'aient pas cru devoir appuyer dans leur presse notre meeting de Wagram.

JOYEUX.

CERCLE LIBERTAIRE DES ÉTUDIANTS

28, rue Serpente, Paris VI.

Causeries-débats ouverts au public tous les jeudis à 20 h. 45.

17 MARS. — Exposé par un camarade.

24 MARS. — Colonisation et émancipation : Indes, Chine, Indochine, Indonésie, par Marius Zinopoulos.

de Barcelone et de nombreuses corporations espagnoles (C.N.T. ou U.G.T.) de 1936 à 1939, ont donné au monde des preuves éclatantes et décisives des capacités requises pour satisfaire les besoins de tous et de chacun.

Cette position de la C.N.T. française vis-à-vis de l'Etat, quelle que soit la forme ou la couleur de ce dernier, ne saurait être transgressée par nous sans renier du même coup les principes et les buts du syndicalisme révolutionnaire.

Camarades, nous savons que beaucoup d'entre vous sont également d'accord avec nous sur ce point. Alors, dites-lez carrément, là où le bât vous blesse, c'est où vous craignez d'être entraînés à nos côtés dans une lutte trop dure et qui exigerait de trop lourds sacrifices. Cela est vrai, camarades, mais tôt ou tard vous serez obligés de choisir entre une action illusoire et dérisoire et une action efficace. Alors, mis dans l'obligation de vous jeter dans une lutte infernal des guerres et de l'asservissement, vous vous joindrez à nous, ou nous périrons ensemble.

IRENOSERP.

C. N. T.

39, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris IX.

Permanence tous les jours de 9 à 12 h. et de 14 h. 30 à 19 heures, sauf le dimanche.

REUNIONS PUBLIQUES

Personnel des Usines Berliet-Monplaisir, vendredi 17 mars, à 18 heures. Orateur : Gil Vincent. Vendredi 24 mars, à 18 heures. Orateur : Gil Vincent. Saint-Etienne. Salle Sacco et Vanzetti : Orateur : Gil Vincent. Lyon, dimanche 20 mars à 9 h., salle du cinéma Eden. Orateur : Gil Vincent.

LE COMBAT SYNDICALISTE

N° 11 EST PARU

Passez dès aujourd'hui vos commandes à JOULIN Robert, 75, rue du Poteau, Paris (18^e)

Abonnez-vous : 12 numéros : 110 fr.

Même adresse que ci-dessus :

C.O.P. : 5288-21

L'action directe de la classe ouvrière n'a pas à attendre d'avoir groupé une plus ou moins imposante majorité, il suffit de son refus de se laisser exploiter d'une manière jugée par elle intolérable ou inadmissible, pour que ses ennemis soient contraints de modifier leurs prétentions et lui accorder satisfaction.

L'action directe de la classe ouvrière peut être formidable non parce qu'elle est le nombre, mais parce que son activité étant à la base de l'activité humaine, sans elle, la société ne saurait subsister. Ceci est le reste la seule vraie façon à tirer de toutes les grèves tant soit peu importantes et de l'avoir même des ennemis les plus acharnés de la classe ouvrière. L'action directe peut s'exercer non seulement dans le domaine de la production mais parallèlement dans celui de la consommation.

Voter c'est capituler !

TRAVAILLEURS !

LES PARTIS POLITIQUES vous appellent une fois de plus aux urnes. VOTEREZ-VOUS :

Pour les partis "démocratiques", Socialiste, Radical et M. R. P., qui se réclament de programmes opposés, mais oublient leurs promesses aussitôt les élections terminées, car pour eux, ce qui compte, c'est le pouvoir et ses avantages.

Pour le R.P.F. qui vise à la dictature fasciste de de Gaulle, car pour lui ce qui compte, c'est le pouvoir et ses avantages.

Pour le Parti Communiste qui trahit vos grèves et vos revendications en les utilisant ou en les sabotant, car pour lui, ce qui compte c'est le pouvoir et ses avantages.

Voterez-vous pour les étrangleurs de l'Indochine ou pour les agents du fascisme russe et du fascisme gaulliste ?

Voterez-vous pour les démagogues qui se sont subitement découvert une âme de paysan au moment des élections cantonales ?

Voter, c'est demander que la comédie parlementaire se poursuive, que les politiciens continuent à piller votre travail pour préparer la guerre.

A l'arme des politiciens : le bulletin de vote, opposez votre action de destruction du régime capitaliste-policier; opposez l'organisation économique ouvrière à la désorganisation capitaliste. La Fédération Anarchiste vous y appelle.

Contre la guerre, le mensonge et l'Etat

NE VOTEZ PAS

Lisez le LIBERTAIRE